

0,50 F

Algérie, 0,50 DA; Maroc, 0,50 dir.; Tunisie, 50 m.; Allemagne, 0,70 DM; Autriche, 5 sch.; Belgique, 100 B; Espagne, 1,5 Ptas.; France, 1 F; Grèce, 100 Dr.; Italie, 100 L.; Luxembourg, 5 Fr.; Norvège, 1,50 kr.; Pays-Bas, 0,50 fl.; Portugal, 7,5 esc.; Suède, 1,25 kr.; Suisse, 0,50 fr.; USA, 50 cts; Yougoslavie, 3 din.

Tarif des abonnements page 4

C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEX PARIS N° 22613
Ad. télégr.: JOURMONDE-PARIS
Tél.: PRO (770) 91-29

Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Italiens, Paris-IX'. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY

LIRE PAGE

- 2 à 4. — Après les élections, P. Yankovitch, A. Jacob, R. Delcour, C. Olsen, M. Marceau.
- libérales, J. Michel.
- 10. — Le conflit israélo-arabe, J. Vidal-Naquet, A. Scemama.
- 11. — La répression à Haïti, M. Chancerelle.
- 13. — La défense de la langue française, R. Le Bidols.
- 16. — Libres opinions: « Pour une information libre et objective à l'O.R.T.F. », P. Corval.
- 17. — Les spectacles, J. de Baroncelli, J. Lanchamp, C. Sarraute.
- I à IV. — « Le Monde de l'économie ».

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Un soulagement mêlé d'appréhension

« Il faut bien le reconnaître : le monde entier souhaitait publiquement ou secrètement le succès du parti gaulliste. » « La Gazette de Lausanne » force peut-être un peu la note en émettant ce jugement, mais le fait est que dans tous les commentaires parus à ce jour à l'étranger, après le premier tour de nos élections législatives, on sent percer une sorte de soulagement devant un verdict qui paraît consacrer au moins provisoirement le retour de la France à l'ordre et à la légalité.

Ce n'est pas qu'ici ou là, à Berlin-Est notamment, on n'aurait pas préféré une victoire de la gauche, laissant augurer un changement de politique à l'égard de l'Allemagne orientale. Mais à Moscou au moins, on s'empresse de faire contre mauvaise fortune bon cœur et, après avoir rendu les excès des gauchistes largement responsables du recul des communistes et de leurs alliés, on insiste sur l'essentiel : la continuité de la politique extérieure. Du coup « la Lanterne de Bruxelles n'hésite pas à écrire que les élections étaient « moralement truquées », les communistes votant contre le régime alors que leurs dirigeants « s'entendaient avec lui » pour qu'il reste au pouvoir, et les gaullistes croyant venir en aide à leur chef en combattant le parti communiste « qu'il protège ». Le « Guardian », de son côté, s'étonne de ce que le P.C. ne se soit même pas « envisagé comme un parti de gouvernement ». Sans aller, bien entendu, jusque-là, le grand quotidien de Belgrade « Politika » relève l'embaras où se sont trouvés les amis de M. Waldeck Rochet, pris en quelque sorte entre deux feux.

Si le soulagement paraît donc assez général devant le maintien du « statu quo » politique en France, l'ampleur du succès gaulliste qui a, dans la plupart des cas, surpris, est accueillie avec des mouvements divers. Il ne manque pas par exemple de commentateurs pour s'étonner avec « le Soir » de Bruxelles et la « National Zeitung » de Bâle de voir les électeurs voter en masse pour un régime pourtant largement responsable des troubles qui viennent de le secouer. Dans les milieux atlantiques, on redoute que le général, se sentant ainsi renforcé, ne mène une politique étrangère encore plus anti-américaine et antibritannique, tandis que ceux qui constatent avec « Jeune Afrique » qu'il doit « renoncer à être accepté par les Français de gauche redoutent un mouvement de nette réaction.

Plusieurs éditorialistes évoquent la possibilité de désaccords au sein de la majorité — le « Times » de Londres allant même jusqu'à écrire que les « ingrédients d'une crise sont réunis » — entre ceux qui encourageront le général de Gaulle dans la voie de la participation et ceux qui sont bien décidés à en freiner la réalisation. Comme le disait récemment un observateur allemand, avec une majorité de droite on peut faire une politique étrangère de gauche, mais non une politique économique de gauche. Pour « l'Express » de Vienne, « le résultat des élections n'aura qu'une influence réduite sur la crise française, qui est aussi une crise du gaullisme. Et c'est avec un très grand sérieux qu'il faut attendre la seconde manche de la discorde entre le régime et les mécontents, annoncée pour l'automne prochain ».

De toute façon, l'unanimité des commentateurs se retrouve pour estimer que notre pays et son gouvernement ne sont pas au bout de leurs peines. Les difficultés économiques ne font que commencer ; personne ne sait sur quoi débouchera en fin de compte la révolte étudiante. Malgré le spectaculaire redressement politique opéré par le général de Gaulle avec une maestria stratégique que saluent plusieurs journaux, il est clair que la France est loin d'avoir retrouvé le prestige, l'autorité, la stabilité qui, dans un univers troublé, fascinaient, il y a quelques semaines encore, tant de gouvernements étrangers.

LE SECOND TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Plus de deux cents « duels » opposeront un candidat de l'opposition à un candidat présenté ou soutenu par la majorité

Toutes les formations politiques arrêtent leur tactique en vue du second tour des élections législatives, dimanche prochain. Les candidats admis à participer à ce second tour, dans les trois cent seize circonscriptions de la métropole où il y a ballottage, devaient, avant mardi soir à minuit, confirmer dans les préfectures leur maintien en lice.

Les désistements, les retraits et les éliminations vont dessiner une carte électorale entièrement nouvelle, où les « duels » entre deux candidats, très souvent un communiste ou un fédéré, d'une

part, un gaulliste ou giscardien ou parfois un centriste, d'autre part, seront extrêmement nombreux.

Déjà, pour les soixante-dix ballottages (sur 83 sièges) de Paris et des sept autres départements du District, la simple application des règles d'élimination entraîne trente-sept de ces combats singuliers et vingt et une « batailles triangulaires » entre des candidats de la majorité, du centre et de l'opposition, batailles dont la plupart vont se transformer également en duels.

Les républicains indépendants demeurent prêts à l'accord, mais circonspéctifs. Il ont fait leur compte : trente-huit de leur quarante députés sortants et candidats (le quarante et unième, M. Boyer-Andrivet, ne s'est pas représenté) ont reçu l'investiture de l'U.D.R. ; deux, MM. Giscard d'Estaing et Poniatowski, se sont représentés sans investiture. Au total, vingt-sept de ces députés sortants ont été réélus dès le premier tour, et un seul nouveau candidat, M. Bonnel (Pas-de-Calais, 3^e circ.) a été élu.

Les « giscardiens » ont mis en lice d'autre part soixante-dix-huit représentants, dont vingt-sept avaient reçu le « label » U.D.R. et cinquante et un ne l'avaient pas, soit en tout cent dix-huit candidats. Cinquante de ces derniers étaient opposés à des U.D.R., et un seul, M. Giscard d'Estaing lui-même, n'avait pas d'adversaire gaulliste « orthodoxe ». Enfin, ils évaluent le total de leurs voix du premier tour à 1 970 000.

Dans ces conditions, M. Giscard d'Estaing et ses amis sont disposés à jouer le jeu de la majorité — à condition d'avoir toute leur part. Pointages faits, ils estiment que si leur partenaire est loyal, ils peuvent avoir cinquante-deux députés.

En résumé, les dispositions prises par les grands partis se décrivent ainsi :

● LA MAJORITE entend battre « le communisme et ses alliés ». En conséquence, l'U.D.R., a annoncé M. Pompidou, retirera ses candidats au profit de tout adversaire du P.C., du P.S.U. ou de la Fédération qui se trouverait mieux placé que le gaulliste pour l'emporter. Le premier ministre entend rechercher un accord national avec les républicains indépendants de M. Giscard d'Estaing et les centristes de M. Duhamel. Il se déclare prêt, dans des circonscriptions où il n'y a pas de « péril communiste », à faciliter l'élection d'un candidat mieux placé que le gaulliste à l'issue du premier tour.

Dans la région parisienne

LE SCRUTIN SERA OUVERT A PARTIR DE 7 HEURES

Afin de permettre aux habitants de la région parisienne de voter plus facilement avant de partir éventuellement en vacances, le dimanche 30 juin, les bureaux de vote seront ouverts à partir de 7 heures dimanche matin dans les départements de Paris, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis, Yvelines, Hauts-de-Seine, Essonne et Val-d'Oise.

AU JOUR LE JOUR

VOIE DE GARAGE

Sauf dans les problèmes d'arithmétique et les anciens westerns, il est très rare que deux trains se heurtent de front. Dans l'histoire politique, il en est autrement. Quand deux fractions de l'opinion sont sur des rails, on peut tout redouter si elles vont en sens contraire et si la voie est unique. Peu importe que tel convoi soit provisoirement plus chargé ou plus rapide que l'autre. L'impact, s'il se produit, reste égal à la somme des masses multipliée par le carré des vitesses additionnées.

C'est pourquoi il y a un bon usage de la défaite électorale, puisqu'elle procure à un certain nombre de locomotives politiques le seul recours qui puisse empêcher la collision et ses mortelles conséquences, tout en permettant le réapprovisionnement en combustible et la révision de la mécanique : une voie de garage.

ROBERT ESCARPIT.

part, un gaulliste ou giscardien ou parfois un centriste, d'autre part, seront extrêmement nombreux.

Déjà, pour les soixante-dix ballottages (sur 83 sièges) de Paris et des sept autres départements du District, la simple application des règles d'élimination entraîne trente-sept de ces combats singuliers et vingt et une « batailles triangulaires » entre des candidats de la majorité, du centre et de l'opposition, batailles dont la plupart vont se transformer également en duels.

● LE CENTRE a confirmé une première décision déjà annoncée par M. Duhamel : il ne facilitera pas l'élection d'un communiste. Lui aussi a fait ses comptes : il a présenté deux cent soixante-douze candidats (au lieu de trois cent quatre-vingt-cinq en 1967). De ce fait, les voix qui lui sont attribuées (10,34 % contre 12,79 % l'année dernière) ne reflètent pas tout son électoral, qui, au niveau de candidatures atteint l'an passé, aurait été, assure-t-il, de 14,8 %, soit un gain de 2,2 %.

Pour les ballottages, dix-huit P.D.M. sont en tête dans leur circonscription et soixante-dix-sept en seconde position, souvent devancés par un communiste et souvent aussi par un gaulliste. S'il est décidé à désister ses représentants en faveur d'un gaulliste mieux placé pour battre un communiste ou un fédéré, le P.D.M. demande la réciprocité là où ses candidats sont en meilleure posture. L'analyse de cas précis donne à penser que très rares seront en définitive les ententes avec les fédérés et beaucoup plus nombreux les accords entre la majorité et le Centre.

PIERRE VIANSSON-FONTÉ.
(Lire la suite page 3, 5^e col.)

INCIDENTS AU CANADA ET AUX ETATS-UNIS

- MONTRÉAL: violentes manifestations des séparatistes contre M. Pierre-Elliott Trudeau
- WASHINGTON: début d'émeute raciale après l'arrestation du pasteur Abernathy

Le continent nord-américain a connu lundi soir de nouvelles violences. Deux minorités sont à l'origine de ces événements : les Noirs aux Etats-Unis et les séparatistes francophones au Canada.

● A MONTREAL, de très violentes échauffourées entre manifestants séparatistes et policiers ont marqué la journée de la Saint-Jean, fête traditionnelle des Canadiens français. Ces heurts, qui ont fait plus de deux cents blessés, ont duré toute la nuit. La manifestation séparatiste avait été organisée pour protester contre la présence à Montréal de M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre. Bien que Québécois d'origine, M. Trudeau est, en effet, opposé à toute réforme constitutionnelle visant à accorder une plus grande autonomie à la province francophone. Ces heurts sont d'autant plus importants que les élections législatives se déroulent ce mardi.

● A WASHINGTON, le couvre-feu a été imposé lundi soir par les autorités municipales. Cette mesure n'était pas destinée à s'opposer à des émeutes raciales mais à les prévenir. Dès lundi matin, en effet, la tension était extrêmement vive dans la capitale fédérale à la suite de l'expulsion des habitants de « Resurrection-City ». La cité de la Résurrection est un village préfabriqué, à quelques centaines de mètres du Lincoln Memorial, dans lequel s'étaient installés, avec l'autorisation de la municipalité, certains participants à la « marche des pauvres sur Washington ». L'autorisation expirait dimanche.

C'est après avoir lancé un ultimatum que la police de la capitale

a pénétré dans « Resurrection-City ». Peu après, l'organisateur de la marche sur Washington, le pasteur Abernathy, était arrêté. Le pasteur avait succédé en avril dernier, après le meurtre de Memphis, à Martin Luther King. Il avait fait savoir samedi dernier qu'il ne donnerait pas l'ordre aux marcheurs d'évacuer « Resurrection-City ». L'évacuation par la force du village de la Résurrection et l'arrestation du pasteur Abernathy ont provoqué une vive émotion dans les quartiers noirs de Washington. L'évacuation s'est soldée par une cinquantaine d'arrestations. Peu de violences ont été à déplorer au cours de cette opération. Depuis plusieurs jours on s'attendait à une telle mesure. Les autorités municipales ne cachaient pas, en effet, leur volonté de supprimer « Resurrection-City » à l'approche de l'été, c'est-à-dire de la saison des émeutes. Elles affirment que de nombreux incidents ont été enregistrés dans le village dont les conditions sanitaires laissent à désirer.

Un début de manifestation noire a eu lieu dans la soirée de lundi dans la 14^e Rue. La police est aussitôt intervenue massivement à l'aide de grenades lacrymogènes. Très peu de pillages et d'incendies ont été signalés. C'est après ces incidents que le maire de Washington, un Noir, a décrété le couvre-feu de 21 heures à 5 h. 30. La capitale fédérale était déserte peu après minuit, quadrillée seulement par d'importantes forces de police. Le maire de la ville a demandé aux commerçants d'ouvrir leurs magasins mardi matin.

Peu après son arrestation, les adjoints du pasteur Abernathy ont publié une déclaration dans laquelle ils affirment notamment : « Nous remplissons les prisons, nous harcèlerons le Congrès jusqu'à ce qu'il y ait une justice sur cette terre. Nous sommes restés sept semaines à Washington et nous n'avons pas été ignorés, mais nous n'avons pas été davantage entendus. » La « marche sur Washington » avait été initialement organisée par le pasteur King qui voulait réunir tous les pauvres des Etats-Unis — Noirs, Porto-Ricains, Blancs, Indiens, Américano-Mexicains — dans un même combat. Cette « marche », qui posait des problèmes de coordination et de cohabitation extrêmement aigus, s'est terminée par une demi-éche.

(Lire page 8 l'article de JEAN TAINURIER.)

LES DEUX BILANS

Par GILBERT CESBRON

Un corps débile sous une tête monstrueuse, voilà bien la France et Paris. Quatre semaines durant, cela prit les proportions d'une infirmité : quarante-cinq millions de Français ne comprennent à peu près rien à ce que Paris manigançait. Mais Paris lui-même, jusqu'au soir où « l'émeute » fusa un peu partout, ne comprenait pas grand-chose à ce que manigançait le quartier Latin. Ce pays ressemblait à une poupée russe dont le centre était une grenade.

A présent, les Français ont retrouvé leur hiérarchie électorale à la télévision, leurs panneaux anachroniques, et leurs urnes. C'est un paysage rassurant, mais regardons-y de plus près, — avec des verres sombres, pour commencer...

Devant la hausse des prix et l'accroissement du chômage, les ouvriers vont se sentir floués ; les paysans, dupes perpétuelles, vont imiter à leur façon les ouvriers, indisposer l'opinion publique et se retrouver toujours aussi seuls et dévalorisés. Toutes rodonnades écartées, les syndicats se sentent affaiblis, les partis dépassés, les technocrates amers : on a, de l'intérieur, cassé leur beau joujou. Nos associés du Marché commun et notre « aimable clientèle » du « tiers monde » vont se méfier de nous : même convalescents, nous restons contagieux. A l'intérieur, les « mandarins » de tout poil vont ressortir leur tête du sable, une tête plus remplie de revanches que de réflexions, je le crains, car la peur est mauvaise conseillère.

Bref, un pays coupé en deux, politiquement et démographiquement : entre générations comme entre « familles d'esprit » ; un pays qui se méfierait de sa jeunesse, laquelle recusera plus violemment que jamais tout ce qui n'est pas elle. Trosky, Castro et Mao naturalisés français et vomis, en connaissance de cause cette fois, par l'ensemble du pays ; la xénophobie et l'antisémitisme réveillés. L'intelligentsia, écrivains et cinéastes notamment, bizarrement compromise : le sentiment universel que « cette fois, ça y était » ayant mis à jour hargnes et ambitions, ce fut, dans bien des domaines, le festival des ratés, le banquet des dents longues, un spectacle inou-

blable. Que des grosses têtes se soient ridiculisées, c'est leur affaire ; qu'elles aient déconsidéré la gauche, c'est plus grave.

Tel est le bilan que, de sang-froid et de bon sens, on peut tirer des événements de mai. Heureusement, comme toute doctrine, comme tout calcul, il n'est qu'à moitié vrai ; et l'analyse que voici, où je laisse le cœur parler plus haut que l'esprit, est tout aussi vraisemblable.

Un chef d'Etat ayant enfin compris que l'« intendance » ne suit pas toujours ; qu'après une anesthésie trop lourde, le réveil est nauséux, fiévreux, traversé de délire ; que ses incontestables réussites et ses grands desseins risquent d'être compromis par l'échec de la « politique des revenus ». Des gouvernants qui devront évidemment faire davantage appel à l'imagination qu'à la prétendue sagesse et, à tout le moins, renoncer à cette auto-satisfaction qui nous exaspère. Des corps intermédiaires plus vigilants, plus combattifs. Au sein de chaque entreprise, sous peine de déboires décisifs, la reconsidération sincère des rapports humains et celle de la répartition des profits. En tous domaines, les « pontifes » actuellement surpayés, surhonorés, surflagornés enfin ramenés à l'échelle humaine : le règne des présidents compromis, le respect cessant enfin de se dévoyer et l'impunité d'être le privilège des privilégiés. Non seulement l'Université et l'enseignement, mais, de proche en proche, l'administration tout entière opérant leur mue. Bref, Napoléon enfin mort, le plus long règne de l'histoire de France achevé ! Et tout cela...

Tout cela parce qu'une poignée de jeunes, parfaitement décevants jusqu'alors, ont, au milieu d'un torrent de sottises, crié quelques paroles prophétiques. Parce que, avant de se faire téléguider, déborder, escamoter, avant de jouer à Potemkine et de s'enivrer de leur propre violence, ils ont eu le temps de mettre en accusation cette société de faux besoins et de faux loisirs qui déshonore l'Occident, et de prononcer deux mots-clefs par quoi pourrait bien s'amorcer notre salut : DIALOGUE et PARTICIPATION.

Non, ce n'est pas une révolution, ou pas encore ; c'est seulement une petite graine, mais extrêmement précieuse. La question est de savoir ce qu'il adviendra d'elle. Je crains, en effet, que les jeunes n'aient, les premiers, infligé un démenti inattendu à leur slogan : « l'imagination au pouvoir ». Hormis les réformes universitaires, qu'ont-ils fait d'autre, à ce jour, que de réciter Mao ? Ignorant que, dans toute lutte, il faut impitoyablement choisir ses alliés, ils ont drainé péle-mêle les partisans, les snobs, les casseurs, les simples d'esprit, les envieux, les ratés — et cette triste armée les a compromis. Mais rien n'est perdu.

Rien n'est perdu si les ex-compains cessent de jouer aux « camarades » pour devenir des frères ; si le délire rouge et noir le cède à la volonté de travailler en silence ; si le palabrisme sur le trottoir, si bienfaisant pour un temps, est remplacé par un dialogue avec les meilleures têtes de ce pays ; si ceux qui veulent accepter enfin de collaborer avec ceux qui savent.

Alors, la petite graine, que tant de gens cherchent seulement à enterrer, sera enfin vraiment plantée.

LE MONDE DIPLOMATIQUE
du mois de juin
est désormais en vente
dans les kiosques

ALFRED SAUVY
LES 4 ROUES DE LA FORTUNE
POUR UNE POLITIQUE DE L'AUTOMOBILE

FLAMMARION

APRÈS LES RÉSULTATS DU SCRUTIN DU 23 JUIN

LES ÉLUS DU PREMIER TOUR DANS LA MÉTROPOLE

PARIS (3 élus)

6^e CIRC. : M. MAURICE COUVE DE MURVILLE (U.D.R.), ministre de l'économie et des finances.
22^e CIRC. : M. Bernard Lafay (U.D.R.), anc. ministre, d. s.
26^e CIRC. : M. Joël Le Tac (U.D.R.), d. s.

RÉGION PARISIENNE (11 élus)

HAUTS-DE-SEINE, 1^{er} circ. : M. Waldeck L'Huilier (P.C.), d. s.
SEINE-SAINT-DENIS, 3^e circ. : M. Waldeck Rochet (P.C.), d. s.; 4^e circ. : M. Maurice Nilès (P.C.), d. s.
VAL-DE-MARNE, 3^e circ. : M. Georges Gosnat (P.C.), d. s.; 5^e circ. : M. PIERRE BILLOTTE (U.D.R.), anc. ministre; 6^e circ. : M. ROLAND NUNGESESSER (U.D.R.), ministre de la jeunesse et des sports.
VAL-D'OISE, 3^e circ. : M. Léon Feix (P.C.), d. s.
SEINE-ET-MARNE, 1^{er} circ. : M. Marc Jaquet (U.D.R.), anc. ministre, d. s.; 3^e circ. : M. Bertrand Flornoy (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. ALAIN PEYREFITTE (U.D.R.), anc. ministre.

DANS LES DÉPARTEMENTS (140 élus)

AIN, 2^e circ. : M. Marcel Anthoiz (U.D.R.), d. s.
AISNE, 4^e circ. : M. Albert Catalifaud (U.D.R.), d. s.
HAUTES-ALPES, 2^e circ. : M. Paul Djoud (U.D.R.), d. s.
ARDECHES, 1^{er} circ. : M. Pierre Cornet (U.D.R.), d. s.
AVEYRON, 1^{er} circ. : M. Roland Doscardy-Monsservin (U.D.R.), d. s.; 3^e circ. : M. Louis Delmas (U.D.R.), d. s.
BOUCHES-DU-RHÔNE, 4^e circ. : M. François Billoux (P.C.), anc. ministre, d. s.
CALVADOS, 2^e circ. : docteur Robert Bisson (U.D.R.), d. s.; 3^e circ. : M. Michel d'Ornano (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. Raymond Triboulet (U.D.R.), anc. ministre, d. s.
CANTAL, 1^{er} circ. : M. Augustin Chauvet (U.D.R.), d. s.; 2^e circ. : M. GEORGES POMPIDOU (U.D.R.), premier ministre.
CHARENTE, 1^{er} circ. : M. Raymond Rethoré (U.D.R.), d. s.
CHARENTE-MARITIME, 2^e circ. : M. Albert Bignon (U.D.R.), d. s.; 5^e circ. : M. Jean de Lipkowski (U.D.R.), d. s.
CHER, 1^{er} circ. : M. Raymond Boisdes (U.D.R.), anc. ministre, d. s.
CORREZE, 2^e circ. : M. JEAN CHARBONNEL (U.D.R.); 3^e circ. : M. JACQUES CHIRAC (U.D.R.), secrétaire d'Etat à l'économie et aux finances.
CORSE, 1^{er} circ. : M. Jean Bozzi (U.D.R.), d. s.; 2^e circ. : M. PAUL GIACOMI (U.D.R.); 3^e circ. : M. Jean-Paul de Rocca-Serra (U.D.R.), d. s.
COTE-D'OR, 1^{er} circ. : M. Robert Foujard (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. GILBERT MATHIEU (U.D.R.).
COTES-DU-NORD, 2^e circ. : M. René Plevin (C.P.D.M.), ancien président du conseil, d. s.; 3^e circ. : Mlle Marie-Magdeleine Dienesch (U.D.R.), secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, d. s.
DORDOGNE, 1^{er} circ. : M. YVES GUENA (U.D.R.), ministre de l'information.
DOUBS, 1^{er} circ. : M. Jacques Weinman (U.D.R.), d. s.; 3^e circ. : M. EDGAR FAURE (U.D.R.), ministre de l'agriculture.
EURE, 1^{er} circ. : M. Jean de Broglie (U.D.R.), anc. ministre, d. s.; 2^e circ. : M. Jean Lainé (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. René Tomasini (U.D.R.), d. s.
EURE-ET-LOIR, 3^e circ. : M. Michel Hogueu (U.D.R.), d. s.
FINISTERE, 3^e circ. : M. Gabriel de Poulpiquet (U.D.R.), d. s.; 5^e circ. : M. Antoine Caill (U.D.R.), d. s.
GARD, 2^e circ. : M. Jean Poudévine (C.P.D.M.), d. s.
GERS, 2^e circ. : M. Pierre de Montesquiou (C.P.D.M.), d. s.

GIRONDE, 2^e circ. : M. Jacques Chaban-Delmas (U.D.R.), président de l'Assemblée nationale, d. s.; 9^e circ. : M. ROBERT BOULIN (U.D.R.), ministre de la fonction publique.
ILLE-ET-VILAINE, 2^e circ. : M. François Le Douarec (U.D.R.), d. s.; 3^e circ. : M. HENRI LAS-SOURD (U.D.R.); 4^e circ. : M. Isidore Renouard (U.D.R.), d. s.; 5^e circ. : M. Michel Cointat (U.D.R.), d. s.; 6^e circ. : M. YVON BOURGES (U.D.R.), secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.
INDRE-ET-LOIRE, 1^{er} circ. : M. Jean Royer (S.E.), d. s.; 4^e circ. : M. André Voisin (U.D.R.), d. s.
ISERE, 1^{er} circ. : M. Aimé Paquet (U.D.R.), d. s.
LANDES, 1^{er} circ. : DOCTEUR ANDRE MIRTIN (U.D.R.).
LOIRE-ATLANTIQUE, 5^e circ. : M. Xavier Hunault (U.D.R.), d. s.; 7^e circ. : M. OLIVIER GUICHARD (U.D.R.), ministre du Plan et de l'Aménagement; 8^e circ. : docteur Lucien Richard (U.D.R.), d. s.
LOIRET, 1^{er} circ. : M. HENRI DUVALARD (U.D.R.), ministre des anciens combattants; 3^e circ. : M. Pierre Charlié (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. Xavier Deniau (U.D.R.), d. s.
LOZERE, 1^{er} circ. : M. Pierre Couderc (U.D.R.), d. s.; 2^e circ. : M. Charles de Chambrun (U.D.R.), anc. ministre, d. s.
MAINE-ET-LOIRE, 2^e circ. : M. Jean Foyer (U.D.R.), anc. ministre, d. s.; 3^e circ. : M. Philippe Rivain (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. Robert Hauret (U.D.R.), d. s.; 5^e circ. : M. Le Bault de la Morinière (U.D.R.), d. s.; 6^e circ. : Mme René Lacombe (U.D.R.), d. s.
MANCHE, 2^e circ. : M. Emile Bizet (U.D.R.), d. s.; 3^e circ. : M. Henri Baudouin (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. Pierre Godefroy (U.D.R.), d. s.; 5^e circ. : M. Jacques Hébert (U.D.R.), d. s.
MARNE, 1^{er} circ. : M. Jean Taittinger (U.D.R.), d. s.; 2^e circ. : M. Jean Falala (U.D.R.), d. s.; 3^e circ. : M. Jean Degraeve (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. BERNARD STASI (U.D.R.).
HAUTE-MARNE, 1^{er} circ. : M. Jean Favre (U.D.R.), d. s.; 2^e circ. : M. Jacques Delong (U.D.R.), d. s.
MAYENNE, 1^{er} circ. : M. Pierre Buron (U.D.R.), d. s.; 3^e circ. : M. Bertrand Denis (U.D.R.), d. s.
MEURTHE-ET-MOSELLE, 2^e circ. : M. William Jackson (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. Jean Bichat (U.D.R.), d. s.
MEUSE, 1^{er} circ. : M. André Beauguitte (U.D.R.), anc. ministre, d. s.
MORBHAN, 1^{er} circ. : M. RAYMOND MARCELLIN (U.D.R.), ministre de l'intérieur; 2^e circ. : M. Christian Bonnet (U.D.R.), d. s.; 3^e circ. : abbé Laurdin (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. Yves du Halgouet (U.D.R.), d. s.
MOSELLE, 1^{er} circ. : M. Raymond Mondon (U.D.R.), anc. ministre, d. s.; 5^e circ. : M. Julien Schwartz (U.D.R.), d. s.; 7^e circ. : M. Etienne Hinsberger (U.D.R.), d. s.; 8^e circ. : M. PIERRE MESSMER (U.D.R.), ministre des armées.
NORD, 1^{er} circ. : M. FRANÇOIS ORTOLI (U.D.R.), ministre de l'éducation nationale; 3^e circ. : M. Llevin Daniel (U.D.R.), d. s.; 9^e circ. : M. Henri Blary (U.D.R.), d. s.; 10^e circ. : M. MAURICE SCHUMANN (U.D.R.), ministre d'Etat chargé des affaires sociales; 12^e circ. : M. Maurice Cornette (U.D.R.), d. s.; 13^e circ. : M. Auguste Damette (U.D.R.), d. s.; 21^e circ. : M. Arthur Moulin (U.D.R.).
OISE, 1^{er} circ. : M. Marcel Das-sault (U.D.R.), d. s.; 5^e circ. : M. François Bénard (U.D.R.), d. s.
ORNE, 1^{er} circ. : M. Louis Terrenoire (U.D.R.), anc. ministre, d. s.
PAS-DE-CALAIS, 3^e circ. : M. PIERRE BONNEL (U.D.R.); 4^e circ. : M. Marcel Béraud (U.D.R.), d. s.; 6^e circ. : M. HENRI COLETTE (U.D.R.).
PUY-DE-DÔME, 2^e circ. : M. Valéry Giscard d'Estaing (U.D.R.), anc. ministre, d. s.

BASSES-PYRENEES, 3^e circ. : M. Michel Inchauspé (U.D.R.), d. s.
BAS-RHIN, 1^{er} circ. : M. René Radius (U.D.R.), d. s.; 2^e circ. : M. ANDRE BORD (U.D.R.), secrétaire d'Etat à l'intérieur; 3^e circ. : M. Georges Ritter (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. Albert Ehm (U.D.R.), d. s.; 5^e circ. : M. Gérard Lehn (U.D.R.), d. s.; 6^e circ. : M. Alfred Westphal (U.D.R.), d. s.; 7^e circ. : M. François Grussenmeyer (U.D.R.), d. s.; 8^e circ. : M. Germain Sprauer (U.D.R.), d. s.
HAUT-RHIN, 1^{er} circ. : M. Edmond Borocco (U.D.R.), d. s.; 2^e circ. : M. Georges Bourgeois (U.D.R.), d. s.; 3^e circ. : M. Alphonse Jenna (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. Raymond Zimmermann (U.D.R.), d. s.; 5^e circ. : M. ANTOINE GISSINGER (U.D.R.).
RHONE, 3^e circ. : M. Edouard Charret (U.D.R.), d. s.
HAUTE-SAONE, 1^{er} circ. : M. Pierre Vitter (U.D.R.), d. s.
SAONE-ET-LOIRE, 3^e circ. : M. HENRI LACAGNE (U.D.R.); 4^e circ. : M. André Jarrot (U.D.R.), d. s.
SARTHE, 4^e circ. : M. Joël Le Theule (U.D.R.), d. s.; 5^e circ. : M. Michel d'Aillères (U.D.R.), d. s.
SAVOIE, 1^{er} circ. : M. Jean Delachenal (U.D.R.), d. s.; 3^e circ. : M. PIERRE DUMAS (U.D.R.), anc. ministre.
HAUTE-SAVOIE, 2^e circ. : M. Georges Planta (U.D.R.), d. s.
SEINE-MARITIME, 5^e circ. : M. ANDRE BETTENCOURT (U.D.R.), ministre des P.T.T.; 6^e circ. : docteur Maurice Georges (U.D.R.), d. s.; 8^e circ. : M. Roger Fossé (U.D.R.), d. s.; 10^e circ. : M. Georges Delatre (U.D.R.), d. s.
DEUX-SEVRES, 1^{er} circ. : Mme Aymé de la Chevèrlière (U.D.R.), d. s.; 2^e circ. : M. Jacques Fouchier (U.D.R.), d. s.; 3^e circ. : M. Augustin Bordage (U.D.R.), d. s.
SOMME, 2^e circ. : M. Jean-Louis Massoubre (U.D.R.), d. s.; 5^e circ. : M. Emile Luciani (U.D.R.), d. s.
VENDEE, 1^{er} circ. : M. Paul Cail-laud (U.D.R.), d. s.; 2^e circ. : M. Marcel Bousseau (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. Vincent An-squer (U.D.R.), d. s.
VIENNE, 1^{er} circ. : M. Pierre Ver-tadier (U.D.R.), d. s.; 3^e circ. : M. Claude Peyret (U.D.R.), d. s.
VOSGES, 1^{er} circ. : M. Marcel Hoffer (U.D.R.), d. s.; 2^e circ. : M. Maurice Lemaire (U.D.R.), anc. ministre, d. s.; 3^e circ. : M. Christian Poncelet (U.D.R.), d. s.; 4^e circ. : M. Albert Voil-lon (U.D.R.), d. s.
YONNE, 2^e circ. : M. JEAN CHA-MANT (U.D.R.), ministre des transports.

PAS DE SECOND TOUR DANS DIX DÉPARTEMENTS.

Dix départements métropolitains ont pourvu dès le premier tour tous leurs sièges de député.
Pour sept d'entre eux, ce sont les sortants qui ont été purement et simplement réélus dès le premier tour : Cantal, Lozère, Haute-Marne, Meuse, Bas-Rhin, Deux-Sèvres et Vosges (soit en tout vingt-trois sièges).
Dans l'un d'eux, le Haut-Rhin, quatre des sortants sont réélus et le cinquième siège, qui était vacant par suite du décès de son titulaire, est pourvu par l'élection d'un député de même tendance.
Dans deux départements, enfin, un député sortant a été battu : en Corse, où deux sortants sont réélus et le troisième, M. Zuccarelli, Féd.-rad., battu par M. Giacomi, U.D.R.; dans la Marne, où trois sortants sont réélus, tandis que M. Strasi, U.D.R., prend le siège du quatrième sortant, M. Morillon, P.C.
● UN « SCRUTIN-TEST » organisé parmi les jeunes de dix-huit à vingt et un ans de Méru, dans l'Oise, a donné les résultats suivants (comparés en pourcentage, entre parenthèses, au vote des électeurs adultes inscrits dans la commune) :
U.D.R., 34,83 % (50 % pour les adultes); P.S.U., 30,96 % (5 %); F.G.D.S., 18,35 % (25 %); P.C., 15,48 % (20 %).

LES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS : unité de la majorité.

Le bureau politique des républicains indépendants, réuni lundi sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, annonce dans un communiqué relatif aux désistements pour le second tour, qu'il « entend maintenir sa règle de netteté politique suivant laquelle, chaque fois où les candidats républicains indépendants se trouvent placés derrière le candidat U.D.-V^e ou un centriste, qui a manifesté au cours du mois de mai son attachement aux institutions de la V^e République, le candidat indépendant se désistait en sa faveur et lui apportait son soutien. »
Le secrétaire général de la fédération des républicains indépendants a été chargé de transmettre ces indications aux responsables de l'U.D.-V^e, afin de vérifier de leur part une attitude de réciprocité.
Le bureau politique se réjouit de constater le nombre élevé de Françaises et de Français qui ont exprimé leur condamnation des désordres et des tentatives de subversion au cours du mois de mai, ainsi que leur attachement au président de la République élu au suffrage universel. »

M. DUHAMEL : ce qui nous importe, c'est une politique nouvelle.

M. Jacques Duhamel, animateur du Centre Progrès et Démocratie moderne, répondant lundi soir aux déclarations que M. Georges Pompidou avait faites dans l'après-midi, a indiqué qu'il se « bornerait à rappeler » :
« 1) Que dès l'ouverture de la campagne électorale le Centre Progrès et Démocratie moderne a précisé qu'en aucun cas il ne faciliterait ni directement ni indirectement l'élection d'un communiste ;
« 2) Que notre réflexe national ne nous conduit pas à accepter de voir la France cassée en deux blocs qui, tôt ou tard, s'affronteraient. Plus que jamais, les réformes qui doivent être entreprises pour éviter que ne se renouvelle, et dans des conditions plus graves, la crise que nous venons de vivre, exigent le consentement le plus large des Français ;
« 3) Que nous estimons, pour notre part, indispensable non pas une majorité élargie pour une politique inchangée, mais une majorité différente pour une politique nouvelle dont nous avons défini les objectifs essentiels. Ce qui nous importe c'est, avant de participer à quelque majorité que ce soit, de savoir pour quoi faire et non pas avec qui.
« A cet effet, nous n'avons jamais été et ne serons jamais de ceux qui jettent des exclusives, sinon à l'encontre de ceux qui ne respecteraient pas les règles de la démocratie. »

M. Pompidou : il y a eu dans le pays un réflexe de volonté et d'indignation

M. Pompidou a analysé la situation électorale lundi après-midi à l'hôtel Matignon devant les journalistes. A propos des résultats du premier tour, le premier ministre a notamment déclaré :
« Il est évident qu'il y a eu dans le pays un réflexe : certains prétendent que c'est le réflexe de la peur. Je suis, pour ma part, convaincu qu'il n'en est rien. C'est au contraire un réflexe de volonté et un réflexe même d'indignation, dont j'ai parfaitement perçu la réalité.
« Les Français ne voulaient ni de l'anarchie, ni du drapeau noir, ni du drapeau rouge, ni de la dictature, et ils ne voulaient pas de coup d'Etat.
« C'est ce réflexe, que d'ailleurs, je dois dire, nous avons prévu, et qui nous avait amenés, pendant toute la campagne du premier tour, à insister sur la nécessité de nous donner pour la défense de la République une majorité élargie et solide.
« En même temps, vous vous en souvenez, je n'ai cessé de dire que plus cette majorité serait élargie et solide, et plus elle serait ouverte, et plus nous serions à l'aise pour faire appel à tous les hommes de bonne volonté dans un grand rassemblement — face à ce qui était une tentative de subversion — pour l'action et pour le progrès. »

La tactique du second tour

A propos du second tour, M. Pompidou, qui avait examiné la situation des circonscriptions avec le comité des investitures de l'U.D.R., a ainsi défini son attitude :
« D'une part, nous estimons que partout où ceux qui ont été tentés par le coup de force, c'est-à-dire le parti communiste et ses alliés, ont une chance de gagner, le devoir de tous les autres est de s'unir pour s'y opposer.
« Et c'est pourquoi nous sommes prêts, dans toutes ces circonscriptions, lorsque le candidat que nous avons investi n'est pas le mieux placé, nous sommes prêts à le retirer au profit de celui qui aurait été désigné par les élec- »

teurs pour mener ce combat dans les meilleures conditions.
« D'autre part, désirant faire appel à tous les hommes de bonne volonté désireux d'une majorité élargie où tous ceux qui le voudraient pourraient trouver place, nous sommes prêts, même lorsqu'il n'y a pas péril communiste, à faciliter l'élection des candidats autres que les nôtres, si ces candidats sont arrivés avant eux. »

Des accords à l'échelon national

M. Pompidou a annoncé que ces décisions allaient être notamment communiquées « aux dirigeants de Progrès et Démocratie moderne et aux dirigeants de la Fédération des républicains indépendants, dans la mesure où des candidats s'opposaient à des candidats d'union pour la défense de la République et n'avaient pas reçu notre investiture. Et je veux souhaiter qu'il sera répondu à notre appel et qu'en conséquence les accords pour le second tour pourront être passés sans marchandages, clairement, à l'échelon national. »
« Je le souhaite. Je me permets aussi, d'ailleurs, de le conseiller aux intéressés, car je suis convaincu, étant donné la vivacité du réflexe national des électeurs, que si l'attitude de ces formations ne répondait pas à la nôtre, les électeurs leur en sauraient mauvais gré et le leur feraient payer. »
« Au surplus, je crois que cet effort d'union pour le second tour est d'autant plus nécessaire que nous savons bien que ce second tour est capital, qu'il n'est jamais joué, et que l'expérience de ces dernières années — mais plus encore celle de l'an dernier — nous a montré que les espoirs formés à l'issue du premier tour pouvaient quelquefois s'effacer après le second tour.
« Je souhaite donc que le corps électoral reste vigilant, en alerte, que personne ne s'imagine que la partie est gagnée, et que le 30 juin au soir, et seulement le 30 juin au soir, les Français puissent penser tranquillement et avec optimisme à leurs vacances. »

A Europe n°1 : l'élargissement ne peut se faire qu' autour de la politique du général de Gaulle

Au cours d'une interview à Europe 1, lundi soir, M. Pompidou a évoqué la notion de « majorité élargie » en estimant notamment que « si le second tour confirme le premier, nous pouvons espérer avoir maintenant une majorité forte. A partir de ce moment, nous avons l'initiative et donc la possibilité d'un véritable élargissement. »
Autrement dit, on peut demander à tel ou tel que je ne »

numèrerai pas de rejoindre la politique et les idées générales du président de la République; on peut difficilement demander au président de la République de rejoindre les idées de tel ou tel, et son groupe, et son petit parti. C'est vraiment autour de la politique du général de Gaulle que tout cela doit se faire. »
En réponse à une question sur une éventuelle rencontre avec M. Duhamel, M. Pompidou déclara :
« Là n'est pas la vraie politique. Pour ce qui est de rencontrer M. Duhamel, je le connais depuis vingt ans, je le rencontre très souvent, je l'ai rencontré beaucoup plus qu'on ne le croit. Le problème n'est pas dans ces rencontres, le problème n'est pas dans ce qu'on appelle le dialogue, qui existe en permanence en milieu politique, le problème est de savoir ce que chacun a dans ses arrière-pensées, et si, oui ou non, les uns et les autres nous voulons collaborer ensemble à une politique donnée. Si M. Duhamel y est prêt, pourquoi ne le ferait-il pas? Ce n'est pas moi qui l'en empêcherai, bien au contraire, j'ai tout fait pour l'y attirer. »

Les événements de mai

Abordant les problèmes de la jeunesse et se disant d'un avis différent de celui de M. Malraux (« Oh ! André Malraux n'est pas un de mes ministres. André Malraux est André Malraux. »), M. Pompidou déclare à propos des événements de mai :
« Je ne crois pas du tout, moi, à une répétition générale. Je crois qu'un certain nombre de groupes de jeunes révolutionnaires vont dire qu'ils ont fait une répétition et que la prochaine fois on verra ce qu'on verra. Mais je crois que la France, dans sa substance profonde, est profondément hostile à ce genre de révolution maoïste. Cette affaire là sera plutôt relativement simple à régler, j'en suis convaincu. Ce qui est possible, c'est qu'un certain mécontentement renaisse si par exemple économiquement la situation s'aggrave, qu'on retrouve du chômage ou que le chômage s'aggrave. Ce qui est possible aussi, c'est que la jeunesse, si nous n'arrivons pas à lui donner l'université qu'elle désire, les débouchés dont elle a besoin, retrouve sa violence et, par là même, crée de nouveaux problèmes à l'ordre, non seulement à l'ordre, mais même à la stabilité sociale, à la stabilité de la société.
« Je crois à une flambée et je crois que le problème est de savoir si cette flambée sera un feu de paille, c'est-à-dire si nous dominerons suffisamment l'écolou- »

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

d. s., app. U.D.-V^e, liste Union progrès économique et social des Comores, apparentée à l'U.D.R., 55 608 REELUS
Liste Justice et Progrès dans l'unité, 16 490.
Le territoire des Comores élit deux députés au scrutin de liste. Les deux sortants l'emportent aisément. On notera que 64,7 % des électeurs inscrits ont voté.
1967. — Insc., 3 183; suff. ex., 2 362. J.-P. Vendroux, V^e Rép., 1 170; Pen, Déf. des Int. saint-pierrais et miquelonnais, 741; Le Besnèrals, s. étq., 451.
2^e tour. — Suff. ex., 1 328. J.-P. Vendroux, 1 328.
Le député sortant est élu sans adversaire. Il fallait néanmoins, pour que son élection soit acquise au premier tour, qu'il recueillît au moins 25 % des voix des inscrits.

COMORES (2)

Députés sortants : MM. Saïd Ibrahim, app. U.D.-V^e; Mohamed Ahmed, app. U.D.-V^e.
Insc., 111 380; suff. exp., 72 098. Prince Saïd Ibrahim, d. s., app. U.D.-V^e et Ahmed Mohamed, d. s.

TERRITOIRE FRANÇAIS DES AFARS ET DES ISSAS

Député sortant : M. Abdoukader Moussa Ali, U.D.-V^e. (Résultats incomplets.)
M. Abdoukader Moussa Ali, d. s., U.D.-V^e - U.D.R., 33 880. REELU.
M. Ahmed Moussa Ali, dit Cheikho, Union démocratique Afar, 4 880.
1967. — Insc. 39 989; suff. ex., 34 376. Abdoukader Moussa Ali, U.N.R.-V^e Rép., 22 776; Idriss Farah, mouv. pop., 11 052; Abdoul Latif, s. étq., 277; Idriss Issa, s. étq., 271.
Quelques milliers de voix manquent encore pour que les résultats soient complets. L'élection du député sortant, face à son adversaire, M. Mohammed Issa, également Afar, mais nationaliste, est cependant acquise.
Départements d'outre-mer
GUYANE (1)
Député sortant : M. Rivierez, U.D.-V^e.
Insc., 15 700; suff. ex., 9 203. M. Hector Rivierez, d. s., U.D.-V^e, U.D.R., 5 199 REELU.
M. Héder, a. d., apparenté S.F.I.O., 4 004.

PRÉCISIONS, RECTIFICATIONS

On trouvera ci-dessous plusieurs indications ou résultats électoraux que nous publions pour rectifier des fautes typographiques, des omissions et des erreurs qui se sont glissées dans les résultats du premier tour publiés dans notre numéro daté du mardi 25 juin.
● LE TABLEAU DE L'ÉVOLUTION DES VOIX obtenues par les partis en 1967 et 1968, paru en première page, comportait une « coquille » : le total des suffrages exprimés le 5 mars 1967 était de : 22 369 514, soit 79,11 % des inscrits (et non 22 389 514), ainsi qu'il ressortait d'ailleurs de l'addition des voix obtenues par les divers partis.
ISERE. — 3^e CIRC. (Vizille, Le Miral). Les résultats de ce scrutin étaient : U.D.R., 4 400; P.S.U., 1 580; M. Robert Wagner, d. s., U.D.R.-U.D.-V^e, maire de Vélizy-Villaconflant, contre

EXPOSITION DE MONTRES

PIAGET

chez
FRED